

BÂTIR UN PACTE INDUSTRIEL VERT POUR L'EUROPE

Neil Makaroff

27/05/2024

Dans le nouveau rapport **Consolider la sécurité économique et la cohésion en Europe**, **Strategic Perspectives** met en avant les bénéfices de faire rimer stratégie industrielle européenne avec transition écologique. Un nouveau Pacte industriel vert est nécessaire pour réindustrialiser l'Union européenne et positionner son économie dans la nouvelle économie mondiale. Dans cette note, Neil Makaroff, directeur de **Strategic Perspectives** et expert associé à la Fondation, dessine les contours de ce à quoi pourrait ressembler un Pacte industriel vert.

En enclenchant une accélération sans précédent de la transition écologique, le Pacte vert européen a jeté les bases de la modernisation économique dans l'Union européenne (UE). Loin de conduire à un déclassement industriel et économique, ses lois posent **la première pierre de la réindustrialisation verte** du continent. L'émergence de la voiture électrique, par exemple, attire plus de 80 milliards d'euros dans la construction de la chaîne de valeur en Europe¹. Rien que dans les Hauts-de-France, 20 000 emplois pourraient être créés dans le secteur². Le même développement est en cours pour les autres technologies de la transition comme les pompes à chaleur dans le sud de la Pologne.

Pourtant, malgré ses bénéfices en termes de souveraineté et de sécurité économique, une vague anti-Pacte vert monte en Europe. Poussée par les extrêmes droites et soutenue par une partie de la droite et des libéraux européens, cette série d'attaques répétées menacent sa mise en œuvre et les prochaines étapes de la transition. **Certains partis politiques appellent même à son abandon**. Ce discours infuse jusqu'au Conseil européen, où les chefs d'État et de gouvernement lui préfèrent désormais un pacte de compétitivité³.

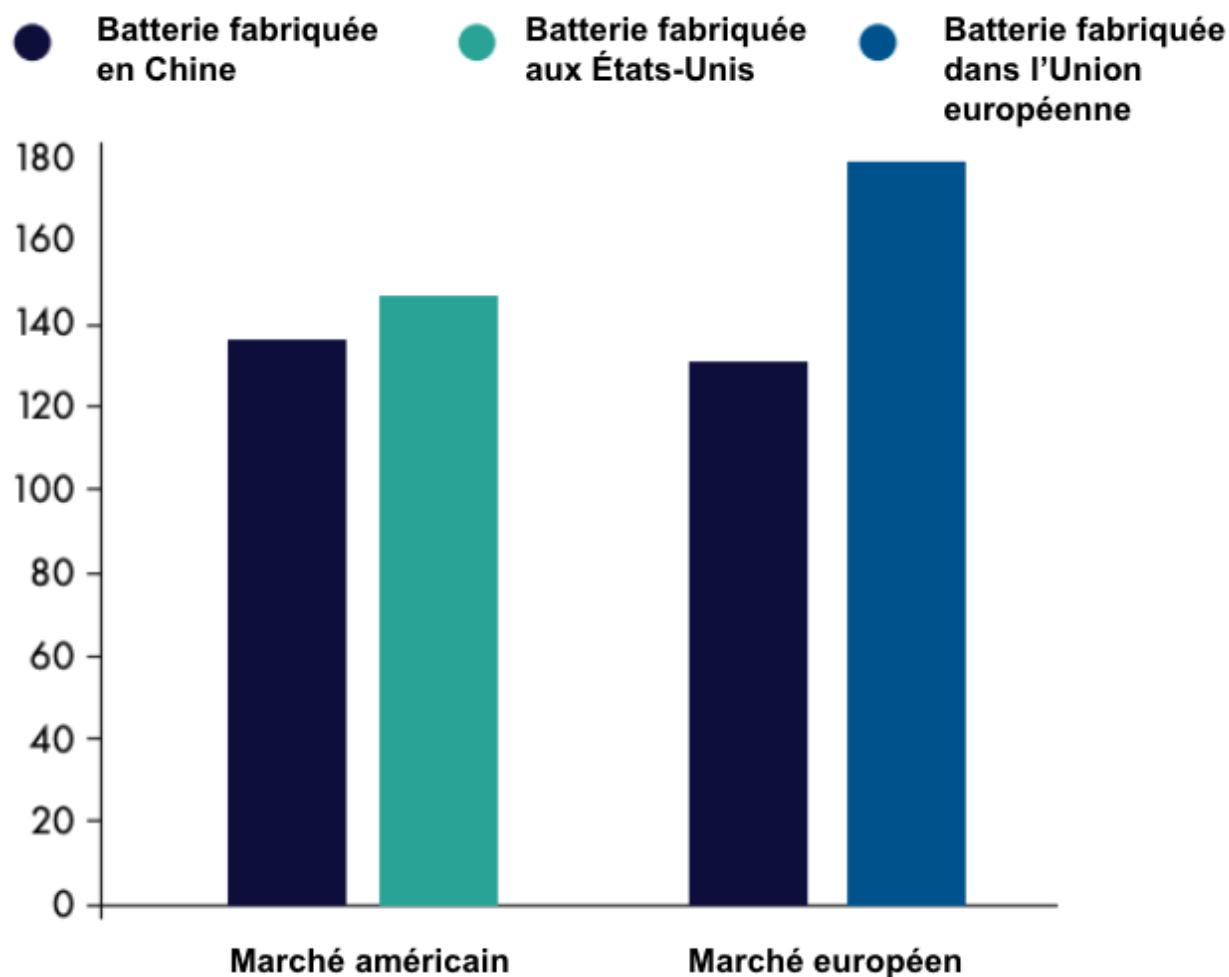
Les défis économiques, sociaux et géopolitiques qui persistent exigent pourtant une nouvelle phase du Pacte vert. Plutôt que de faire une « pause » ou de l'abandonner, le prochain mandat doit en dessiner sa suite industrielle. L'étude de **Strategic Perspectives**⁴ sur les prochaines étapes de la transition écologique européenne montre qu'**une vraie stratégie industrielle européenne combinée à un objectif de baisse des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 90% d'ici 2040**

peut initier une nouvelle donne pour les régions en déclin, soutenir la construction d'usines vertes, décarboner notre base économique et repositionner l'Union européenne sur la carte des puissances industrielles mondiales. Selon la modélisation de Strategic Perspectives, elle pourrait créer 2 millions d'emplois d'ici à 2040 et réduire les importations de technologies vertes et de matériaux critiques de 140 milliards d'euros par an. En une décennie, **l'UE passerait du statut de consommateur vert à celui de producteur vert**. Une stratégie gagnante qui ferait de la suite industrielle du Pacte vert, **le cœur d'un nouveau paradigme économique**.

Faire l'état des lieux de nos faiblesses

L'UE n'est pas seule dans la course industrielle à la transition écologique. Les plans successifs de planification économique de Pékin ont positionné la Chine à l'avant-garde de l'industrie verte. Le pays n'ambitionne pas seulement d'être l'usine mondiale de la *cleantech*⁵, il veut dominer la nouvelle ère industrielle qui s'ouvre. **La Chine contrôle d'ores et déjà 60% des chaînes de valeur des technologies vertes** et des matériaux critiques de la transition⁶. Ses capacités de production de panneaux photovoltaïques, de batteries, de turbines d'éoliennes dépassent de trois fois ses besoins⁷, lui permettant d'inonder le marché mondial. Cette stratégie est payante : 95% des panneaux photovoltaïques installés en Europe proviennent de Chine, une batterie « made in China » est 32% moins chère qu'une batterie « made in Europe », tout comme une voiture électrique chinoise qui est en moyenne 12 000 euros moins chère qu'une voiture électrique produite en Europe⁸. Cette domination fait craindre une désindustrialisation rapide de l'Union européenne alors que le virage de la transition écologique est pris.

Différence de prix moyen entre une batterie fabriquée en Chine, aux États-Unis et en Europe et vendue sur le marché américain et européen en 2023 (en dollars par Kw/h)



Source : Strategic Perspectives, [Forging Economic Security and Cohesion in the EU](#), 2024 (selon les chiffres de Zero Carbon Analytics).

Contrairement à leurs homologues chinoises, les chaînes de valeur ne sont pas intégrées au niveau européen, ne permettant pas aux acteurs européens de tirer pleinement parti du marché unique pour générer des économies d'échelle. Ainsi le lithium extrait des mines du Portugal est-il envoyé en Chine pour être raffiné avant d'être importé en Europe sous forme de batterie⁹. Cela accroît la vulnérabilité des Européens et maintient une dépendance.

De leurs côtés, **les États-Unis regagnent en forces industrielles** à travers l'Inflation Reduction Act (IRA), qui aurait d'ores et déjà attiré 240 milliards de dollars d'investissements et créé 200 000 emplois verts dans les États de la Rust Belt et du sud du pays¹⁰. Plus inquiétant encore, l'écart de productivité entre les économies américaine et européenne se creuse très largement¹¹, ce qui laisse présager un décrochage de l'UE.

Mais là n'est pas le seul désavantage de l'UE dans la course mondiale à la transition. **Le prix de**

l'énergie y est en moyenne deux fois supérieur par rapport aux États-Unis ou à la Chine¹². La fin de l'approvisionnement en gaz russe bon marché ébranle le modèle économique européen. L'importation de gaz des États-Unis, du Qatar ou d'Azerbaïdjan rend l'UE extrêmement vulnérable aux fluctuations des prix sur les marchés internationaux. Cela ne règle en rien les risques économiques et géopolitiques de notre dépendance aux énergies fossiles. En 2022, la facture des importations d'énergie s'élevait à 620 milliards d'euros, soit plus de 4,1% du PIB¹³.

Enfin, **les conditions de financements de la transition se durcissent.** L'inflation a rendu l'importation de matériaux critiques et la production coûteuse, mettant en danger certaines filières stratégiques comme l'éolien ou les pompes à chaleur par exemple. Les innovations ne trouvent pas les financements privés nécessaires pour être mises à l'échelle et lancées sur le marché. Dans le même temps, les pouvoirs publics réduisent leurs marges d'investissements. Alors que le plan de relance européen arrive à expiration en 2026, les nouvelles règles budgétaires réduisent d'autant plus la possibilité pour les États de soutenir certaines filières industrielles vertes. Au total, il manque 400 milliards d'euros d'investissement dans la transition écologique par an pour atteindre nos objectifs¹⁴.

La domination de la Chine, la concurrence américaine, la dépendance coûteuse aux importations d'énergies fossiles et le manque d'investissement laissent planer le risque d'un déclin économique du Vieux Continent.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Les piliers d'un Pacte industriel vert

La désindustrialisation de l'Europe n'est pas une fatalité. Une stratégie industrielle européenne verte prenant la forme d'un Pacte industriel vert, combinant vision politique, investissements, réformes du marché unique et création de chaînes de valeur intégrée, peut changer la donne. Il devrait être la priorité numéro une de la prochaine majorité au Parlement européen et de la future personnalité à la tête de la Commission européenne pour 2024-2029.

Objectif 2040 : une boussole pour planifier la transformation de l'économie européenne

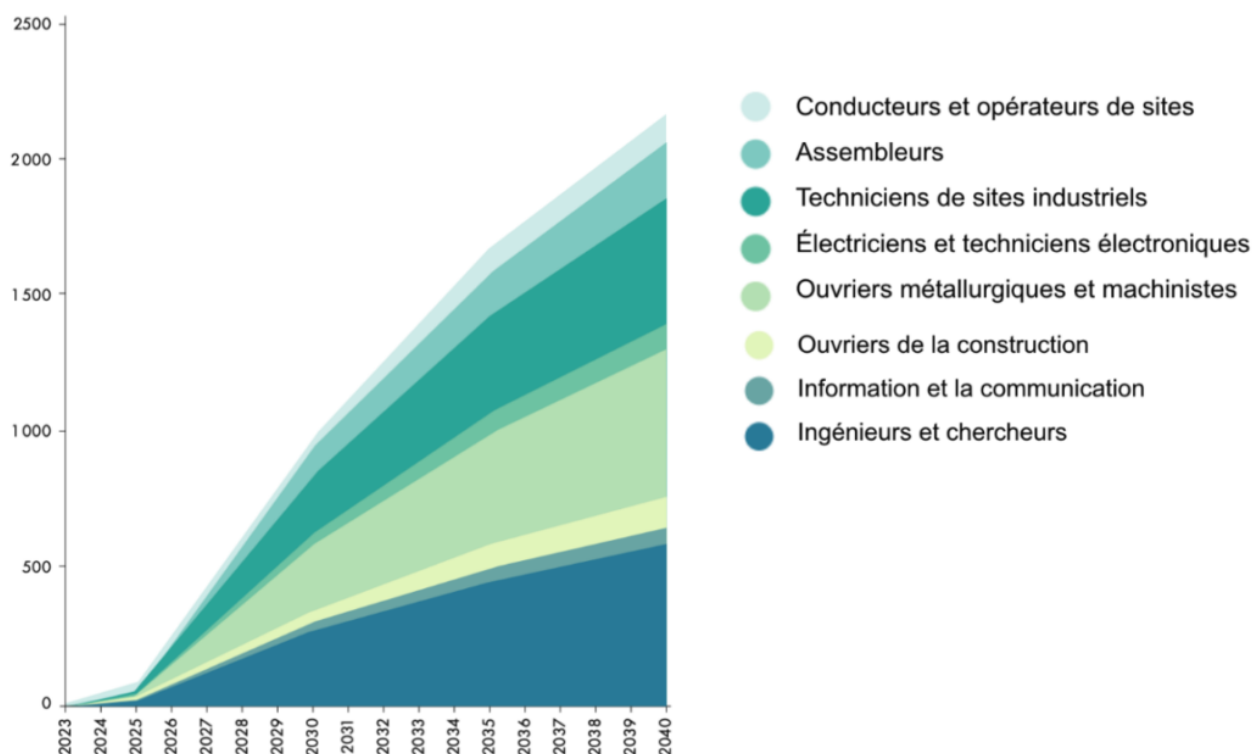
Une stratégie industrielle solide commence par une vision de moyen terme qui sert de boussole. En cela la définition d'un **objectif de -90% d'émission de gaz à effet de serre pour 2040¹⁵**, tel que le propose la Commission européenne, est essentielle. Cet objectif de décarbonation permet de planifier sur quinze ans la transformation de chaque secteur, d'estimer les besoins en technologies vertes tout en accompagnant les travailleurs dans cette transition. Un tel objectif permet de guider les choix qui seront faits par les investisseurs tout comme les politiques.

Investir dans les chaînes de valeur au niveau européen

L'Union européenne doit ensuite apprendre **le langage de la puissance industrielle**. Pour le moment, les Européens partent en ordre dispersé. À part la France et l'Allemagne, peu d'États membres ont la capacité d'investir seuls pour attirer les usines de la transition. L'objectif du Net-Zero Industry Act de produire au moins 40% des technologies vertes nécessaires à notre économie sur le sol européen est un mirage si aucun outil de la politique industrielle n'est développé pour le mettre en œuvre.

Le premier levier est l'investissement. La simplicité et l'efficacité de l'IRA américain a pris de court les Européens, qui peinent à rivaliser. Dans les quinze prochaines années, **au moins 668 milliards d'euros seront nécessaires pour bâtir l'outil industriel de notre transition et soutenir la production**, selon le rapport de Strategic Perspectives. Les instruments financiers européens actuels semblent dépassés par ce défi. La création d'un Fonds européen pour la souveraineté, un temps envisagée avant d'être rejetée par les États membres, doit être remise sur la table après les élections européennes. Il devra investir directement dans la construction d'usines de la transition, en particulier dans les régions qui font face à un déclin économique structurel. La Silésie, les Hauts-de-France, les Asturies ou encore la Sarre par exemple ont successivement connu la sortie du charbon, la restructuration du secteur automobile et le déclin de l'acier. En ciblant en priorité les investissements dans ces territoires, l'UE peut faire **rimier transition écologique avec réindustrialisation et emplois qualifiés**. Au total, une telle stratégie pourrait créer 1,6 million d'emplois dans les dix prochaines années et jusqu'à 2 millions dans l'industrie verte d'ici à 2040.

Emplois supplémentaires créés dans l'industrie verte dans le scénario d'une stratégie industrielle européenne verte (en milliers d'emplois créés)



Source : modélisation de Cambridge Econometrics pour Strategic Perspectives sur la base d'une stratégie industrielle verte. Rapport de Strategic Perspectives, *Forging Economic Security and Cohesion in the EU*, 2024.

Mais la résilience de l'économie européenne ne s'arrête pas à la construction d'usines. Elle doit se penser **en chaînes de valeur : du matériau à la technologie en passant par le raffinage et en allant jusqu'au recyclage**. Le fabricant de camions électriques suédois, Volta Trucks, a fait les frais de l'absence de chaîne de valeur de la batterie européenne. Suite au lancement de l'IRA, son fournisseur de batterie a décidé de concentrer sa production pour le marché américain, rompant son approvisionnement et conduisant Volta Trucks à la banqueroute¹⁶. Cet exemple montre la fragilité du modèle économique européen. Les projets d'intérêt commun européens, qui visent à créer des alliances industrielles public-privé à l'échelle européenne, offrent une opportunité d'initier des chaînes de valeur intégrées. Les accélérer et les simplifier¹⁷ devient essentiel afin de mieux coordonner les investissements des États membres dans des projets communs. Cela permettrait par exemple de s'assurer que le lithium du Portugal soit raffiné en Espagne avant d'être transformé en batterie en France et incorporé dans une voiture électrique en Tchéquie par exemple. Chaque État peut trouver sa place si la phase industrielle du Pacte vert est bien planifiée.

Favoriser le « made in Europe » innovant et durable dans le marché unique

Un Pacte industriel vert doit également **soutenir la demande de technologies vertes fabriquées en Europe**. La réforme du marché unique européen apparaît alors incontournable afin d'orienter ses 450 millions de consommateurs vers des produits européens. La définition de standards de durabilité, de circularité et d'empreinte carbone sur les produits vendus sur le marché unique est un puissant vecteur pour soutenir le développement de filières stratégiques européennes. Dans le secteur des batteries, des standards de durabilité et d'innovation sont progressivement introduits par la loi européenne sur les batteries¹⁸. Seules des batteries moins gourmandes en matériaux, plus légères et recyclables, seront à terme autorisées à entrer sur le marché européen. Ces normes donnent un avantage aux acteurs de la batterie européenne comme Northvolt, ACC et Verkor, étant donné qu'ils sont plus avancés que leurs homologues chinois sur la durabilité des produits. En évitant une concurrence uniquement basée sur le prix, ce type de standards permettrait de **rééquilibrer les forces du marché et de facto soutenir des filières « made in Europe »**. Ce qui est prévu pour les batteries doit être répliqué pour d'autres technologies de la transition. Des limites d'empreinte carbone et des standards de recyclabilité pourraient de plus être mis en place pour les turbines d'éoliennes ou les pompes à chaleur afin de favoriser les fabricants européens tout en incitant une amélioration des technologies.

Les standards pourraient même aller plus loin et prendre la forme de **quotas afin de planifier au mieux la transformation de l'économie**. Un quota d'acier vert pourrait être exigé pour les voitures vendues en Europe. Cela obligerait les constructeurs automobiles à progressivement incorporer de l'acier recyclé ou produit à partir d'électricité ou d'hydrogène vert, dans leurs véhicules. Les aciéries auraient ainsi un débouché sécurisé et prévisible pour une production d'acier décarboné. Une incitation forte pour investir dans leur transition.

Sujet extrêmement sensible en Europe, la question de la préférence nationale pour certains secteurs stratégiques ne se pose pas aux États-Unis ou en Chine. C'est un levier essentiel pour favoriser l'émergence de champions nationaux. Représentant 14% du PIB européen, **la commande publique peut initier la transformation du marché unique** par l'adoption plus rapide de standards de durabilité. Certains quotas d'acier vert pourraient s'appliquer pour le renouvellement de flottes de véhicules publics quelques années avant leur entrée en vigueur sur l'ensemble du marché unique. De la même manière, les autorités publiques pourraient favoriser l'achat de panneaux solaires fabriqués en Europe, en ciblant la majorité des aides publiques sur des panneaux à haute valeur ajoutée, plus performants et recyclables. Mieux, la mise en place d'une **clause « made in Europe » ou Buy European Sustainable Act** dans les règles de la commande publique en Europe devrait être envisagée. Elle permettrait de proportionner le soutien aux technologies vertes selon

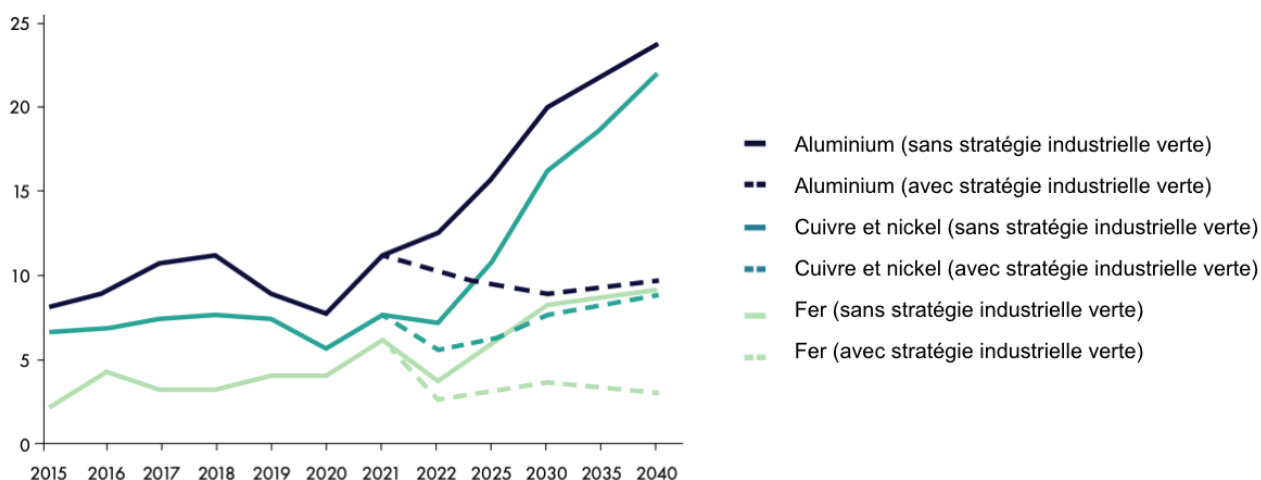
les étapes de fabrication. Évidemment, investir dans des technologies européennes représente un coût. Des fonds européens pourraient compenser le surcoût pour les autorités publiques ayant le moins de moyens financiers afin de s'assurer que toutes les régions en Europe puissent contribuer à cette transition.

Électrification et circularité, les deux faces d'un modèle industriel durable

Il serait impossible pour l'Europe de répliquer le modèle productif chinois ou américain. Les ressources sont plus coûteuses et rares et l'accès à l'énergie est plus limité. Néanmoins, ces défis peuvent devenir des avantages si le Pacte industriel vert repense notre modèle économique.

L'Union européenne peut devenir **la championne mondiale de la durabilité industrielle**. Pour limiter les importations de matériaux comme le cobalt, le lithium, le cuivre ou encore le fer, l'émergence de l'économie circulaire est un choix stratégique. L'Union européenne peut pousser les industriels à développer des technologies recyclables et moins gourmandes en matériaux. Elle peut par exemple inciter la production de véhicules électriques de plus petite taille et plus légers, réduisant leur prix pour les ménages et l'usage de matériaux critiques. De la même manière, des standards de recyclabilité pourraient être introduits pour l'industrie lourde. Une large partie de la production de verre, d'acier, d'aluminium par exemple peut venir de matériaux recyclés. Cet effort pourrait **réduire la facture annuelle d'importations de cuivre, de nickel, de fer et d'aluminium de 42 milliards d'euros**.

Importations d'aluminium, de cuivre, de nickel et de fer avec et sans stratégie industrielle européenne verte (en milliards d'euros)



Source : modélisation de Cambridge Econometrics pour Strategic Perspectives sur la base d'une stratégie industrielle verte. Rapport de Strategic Perspectives, **Forging Economic Security and Cohesion in the EU**, 2024.

De la même manière, cette transition impliquerait une très large électrification de l'économie afin de réduire nos importations de gaz, de pétrole et de charbon et, ainsi, d'être moins soumis aux fluctuations de leurs prix. Aujourd'hui l'électricité représente seulement 22% de notre mix énergétique. Sa part pourrait monter à 50% d'ici à 2040 en raison de l'essor du véhicule électrique, des pompes à chaleur, de l'électrification de l'industrie¹⁹. Les besoins en électricité vont augmenter considérablement. Pour répondre à cette demande, 70 gigawatts de capacité électrique décarbonés devront être installés chaque année d'ici à 2040. Un défi majeur, mais atteignable puisque le déploiement du solaire et de l'éolien a atteint, en 2023, 73 gigawatts²⁰. Le verdissement du mix électrique européen en cours – l'UE a pour la première fois produit l'an dernier plus d'électricité avec du vent qu'avec du gaz – est en outre **aussi bénéfique pour notre souveraineté énergétique que pour notre balance commerciale**. La révolution industrielle européenne ne peut se faire que si une électricité abondante et entièrement décarbonée est accessible. La transition énergétique actuelle nous met sur la bonne voie.

La désindustrialisation de l'Europe n'est pas une fatalité. En quinze ans, un Pacte industriel vert pourrait conduire à réindustrialiser l'économie, décarboner l'industrie, créer 2 millions d'emplois et réduire nos dépendances énergétiques et technologiques vis-à-vis de la Chine et des États-Unis. Cela implique **des décisions courageuses dès le début du prochain mandat** : un objectif climatique de -90% d'émission de gaz à effet de serre pour 2040 pour donner la direction, un plan d'investissement massif, de nouvelles règles du jeu pour le marché unique. La première étape passe par le renouvellement des institutions. Les citoyens ont leur mot à dire : **choisiront-ils une Europe consommatrice verte ou une Europe puissance industrielle verte ?**

1. Julia Poliscanova, *A smart industrial policy to fast-charge Europe's electric vehicles revolution*, Transport et Environnement, 6 mai 2024.
2. « Vallée de la batterie : plus de 20 000 emplois créés d'ici 2030 », *Le Télégramme*, 29 mai 2023.
3. **Conclusions** du Sommet européen des 17 et 18 avril 2024.
4. Strategic Perspectives, *Forging Economic Security and Cohesion in the EU*, Bruxelles, 2024.
5. Technologies vertes.
6. Agence Internationale de l'énergie, *Energy Technology Perspectives 2023*.
7. Agence internationale de l'énergie, *The State of Clean Technology Manufacturing*, 2023.
8. Strategic Perspectives, *Forging Economic Security and Cohesion in the EU*, Bruxelles, 2024.
9. Artur Patuleia, Aleksandra Waliszewska, *Case study of Portugal*, E3G, mai 2023.
10. *Impact and Stories*, U.S. Department of the Treasury, 2024.
11. « **Europe faces 'competitiveness crisis' as US widens productivity gap** », *Financial Times*, 2024.
12. Philipp Jäger, *Rustbelt relics or future keystone? EU policy for energy-intensive industries*, Hertie School Jacques Delors Centre, 20 décembre 2023.
13. Enrico Letta, *Much more than a market*, Consilium.europa.eu, avril 2024.
14. Clara Calipel, Antoine Bizien et Thomas Pellerin-Carlin, *Déficit d'investissement climat européen : une trajectoire*

- d'investissement pour l'avenir de l'Europe, *Institute for Climate Economics (ICE)*, 21 février 2024.
15. Commission européenne, *Recommandation d'un objectif de -90% d'émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2040*, 6 février 2024.
 16. Nick Carey, *Electric truck maker Volta Trucks files for bankruptcy in Sweden*, Reuters, 17 octobre 2023.
 17. Nicolas Poitiers, Pauline Weil, *Opaque and ill-defined: the problems with Europe's IPCEI subsidy framework*, Bruegel, 2022.
 18. Règlement européen sur les batteries, adopté le 12 juillet 2023.
 19. Strategic Perspectives, *Choices for a more Strategic Europe*, Bruxelles, 2023.
 20. Sarah Brown, Dave Jones, *European Electricity Review 2024*, Ember, février 2024.